



Non au climat de guerre antisociale

A bas l'état d'urgence !

Bulletin du NPA - Renault SOVAB (Batilly)

3/12/15

Ce week-end, les principaux dirigeants capitalistes se sont réunis pour la COP 21, la conférence sur le réchauffement climatique. Nous savons déjà que l'accord qui en sortira n'empêchera pas une hausse moyenne de 3°C des températures mondiales à l'horizon 2100 – dans le meilleur des cas, car aucune mesure contraignante ne sera prise –, alors que chacun reconnaît qu'il faudrait contenir le phénomène en-deçà de 2°C de hausse.

L'état d'urgence protège les pollueurs, les exploités et les saigneurs du monde

Hollande, Obama, Poutine ou Xi Jinping sont les représentants d'un système basé sur la course aux profits, qui se soucie aussi peu des êtres humains que de l'environnement : ils sont les relais politiques de grands groupes capitalistes qui décident, pour faire davantage de bénéfices, d'exploiter des énergies polluantes ou de mettre sur le marché des voitures qui dépassent les normes d'émission de CO₂. Leur conférence sera aussi inutile que les vingt précédentes. Mais l'état d'urgence oblige, il est interdit de s'opposer à ces puissants en manifestant, alors que les marchés de Noël sont maintenus et que les centres commerciaux restent ouverts ! Manifester nous mettrait en danger, mais pas dépenser notre paie : l'hypocrisie est flagrante. Pourtant la prolongation pour 3 mois de l'état d'urgence a été votée par la quasi-totalité des députés : du PS au FN, de la droite au Front de gauche !

Les marches pour le climat ont partout été interdites : 26 perquisitions et assignations à résidence ont visé des militants écologistes, et la manifestation a été brutalement réprimée à Paris. Le ministre de l'Intérieur n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer une « *minorité violente* » : mais d'où vient la violence, quand la police use de gaz lacrymogènes contre 5 000 manifestants, matraque des jeunes assis par terre, encercle des cortèges avant d'interpeller des centaines de personnes et d'en placer plus de 300 en garde à vue pour le simple fait d'avoir manifesté ?

Le 22 novembre déjà, la manifestation de soutien aux migrants – qui fuient le terrorisme, les régimes totalitaires et la misère – avait été interdite. L'horreur des attentats a pourtant montré à quel point leur venir en aide serait nécessaire, plutôt que de mener une guerre qui ne fera que renforcer Daesh. Le 24 novembre, la justice a été saisie pour « *manifestation illégale* » suite à la grève de 400 agents EDF à Mont-de-Marsan, et le procureur d'Amiens a requis deux ans de prison contre les salariés de Goodyear qui avaient retenu quelques heures le patron qui les licencierait.

Mais qui nous protège de l'état d'urgence ?

Non contents de renforcer les bombardements en Syrie – qui feront fatalement des victimes civiles –, Hollande et sa clique désignent désormais comme des « ennemis intérieurs » les travailleurs en lutte, les jeunes et tous ceux qui les contestent. Ce n'est pas un nouvel attentat que redoute le gouvernement, mais bien l'explosion d'une colère sociale qui a repris des couleurs avec l'épisode de la chemise arrachée des DRH d'Air France. Entre les plans de licenciement et l'offensive contre le Code du travail, les attaques antisociales ne sont pas suspendues : pourquoi devrions-nous attendre pour défendre nos droits ?

Les manifestations et les grèves sont notre force : nous avons intérêt à y avoir recours, et nous en avons la capacité comme l'ont montré les enseignants de plusieurs lycées et collèges de région parisienne qui se sont mis en grève lundi pour la libération de leurs collègues interpellés pour avoir manifesté et celles et ceux qui se sont rassemblés en soutien aux travailleurs d'Air France. Montrons au patronat et au gouvernement à son service que la classe ouvrière et la jeunesse n'acceptent pas qu'on les bâillonne, et qu'elles refusent toute atteinte aux droits démocratiques : à l'issue de la COP 21, le 12 décembre à Paris, soyons nombreux à braver l'interdiction de manifester contre le saccage de la planète.

AUX REGIONALES, VOTEZ POUR LUTTE OUVRIERE

Le premier tour des élections régionales aura lieu dimanche 6 décembre. Elles seront une occasion pour sanctionner la politique de ce gouvernement, 100% au service des capitalistes. Une politique qui est le principal carburant de la progression électorale du FN, ce pire ennemi des travailleurs et des classes populaires, comme l'a encore prouvé son appel à la répression contre les travailleurs d'Air France, en lutte contre 2 900 licenciements.

Parce qu'il ne dispose pas des moyens financiers pour présenter ses propres listes, le NPA appelle à voter pour les listes de Lutte ouvrière.

Le vote pour ces listes nous permettra de prendre position pour un programme de lutte : interdiction des licenciements, forte revalorisation des salaires et des pensions, comme des minima sociaux, défense des services publics, contrôle des travailleurs et de la population sur l'économie, les banques, la marche de la société. Un programme qui ne deviendra pas réalité sans d'immenses mobilisations populaires, un « tous ensemble » décidé à aller jusqu'au bout.

Après le vote de « l'état d'urgence » par tous les partis institutionnels voter pour Lutte ouvrière, ce sera également un moyen de montrer que les travailleurs ne se laissent pas piéger par une « unité nationale » qui permettrait à Hollande, Sarkozy et Le Pen de parler en leur nom.

Renault Flins: les intérimaires se rediffent

L'usine emploie 1 750 intérimaires pour 2 100 salariés en CDI. Des intérimaires dont la direction use et abuse. Résultat : 350 d'entre eux ont débrayé vendredi 13 novembre en recevant leur fiche de paie, rejoints par une centaine de salariés Renault. Depuis longtemps les intérimaires se plaignent des « oublis » sur leur paye (heures sup et samedis non payés, primes de nuisance, de douche ou de nuit non versées...), sans compter les retards de paiement. La grève a coûté 500 véhicules à la direction. Elle n'a que ce qu'elle mérite.

Renault : le pollueur à la COP 21

Le nouvel Espace Renault est mis en cause. Les émissions de Nox de ce modèle, un des polluants émis par les moteurs diesel, sont de 13 à 25 fois supérieures au 80mg/km autorisés par la norme Euro 6. Ce sont les résultats de tests réalisés par une université suisse de Berne à la demande d'une ONG. Mais la COP 21, la conférence sur le climat, est sponsorisée entre autres par Renault. C'est un peu comme si le patron participait à une réunion syndicale...

Smart – Hambach : chantage à l'emploi

En septembre la direction de l'usine avait organisé une consultation auprès des 800 salariés sur son plan pour « assurer l'avenir de l'entreprise » pour 5 ans : le retour aux 39 heures de travail payées 37 et le gel des salaires. 74 % des cadres avaient voté pour, 61 % des ouvriers avaient voté contre. La CFDT et la CGT avait refusé le chantage. Appuyée par le gouvernement, la direction fait aujourd'hui pression pour que ces syndicats acceptent l'accord qui a été notifié officiellement le 27 novembre en menaçant d'un plan social. Pourtant le groupe Daimler-Mercedes auquel appartient l'usine a réalisé 7,3 milliards d'euros de bénéfices en 2014 et 2 milliards rien qu'au premier semestre 2015. Alors pourquoi les travailleurs devraient-ils accepter de travailler plus pour des salaires au rabais ?

Leurs grands principes ne résistent pas aux gros chèques

Le gouvernement est muet au sujet de ses relations avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, alliés bien peu recommandables. Deux monarchies féodales où la religion la plus rigoriste est utilisée pour opprimer toute la population, notamment les femmes. Les grandes fortunes de ces pays sont les plus gros financeurs de Daesh et d'Al Qaida. Plus de 11 milliards de contrats (hélicoptères, centrales nucléaires...) sont en négociation entre la France et l'Arabie Saoudite. En mai 2015, pour 6,3 milliards d'euros, le Qatar a acheté 24 Rafale et des missiles : « une fierté pour la France » avait déclaré Hollande.

Pas vu à la télé

Les grands médias ont répété en boucle le même discours sur la manifestation contre le réchauffement climatique qui s'est tenue à Paris. Tous ont présenté les manifestants comme des extrémistes violents sans respect pour les victimes des attentats et qui n'auraient pas hésité à profaner le mémorial installé sur la place de la République pour prendre des bougies et les lancer sur les forces de l'ordre. Mais pourquoi les journalistes n'ont-ils pas diffusé les images des manifestants protégeant le mémorial ou celle des CRS piétinant celui-ci ? La presse reprenait en fait le discours officiel de la préfecture de Police faisant état de personnes encagoulées jetant des projectiles, oubliant au passage qu'après la mort du militant écologiste Remi Fraisse, il avait été montré - image à l'appui - que ces « manifestants » au visage caché sont parfois des... policiers.